



Série spéciale sur les questions statistiques en réponse à la COVID-19

Ce document fait partie d'une série de notes produites par le département des statistiques pour aider les pays membres à faire face à l'urgence de la COVID. Les opinions exprimées dans cette note sont celles des services du FMI et ne représentent pas nécessairement les vues du FMI, de son conseil d'administration ou de sa direction.

Assurer la continuité de la production des statistiques du secteur extérieur pendant le confinement lié à la COVID-19

Le soudain arrêt de l'activité économique dû au confinement lié à la COVID-19 touche gravement les entreprises, les ménages, les institutions financières et les marchés, et a par là même une incidence sur les principales sources de données utilisées pour établir les statistiques du secteur extérieur. Dans ce contexte, la présente note dresse une liste des sources de données habituelles et complémentaires qui peuvent être utilisées pour établir les composantes de la balance des paiements. Elle donne des conseils supplémentaires sur la collecte et la production de données visant à assurer la continuité et formule des orientations sur la diffusion des données et métadonnées. Elle fournit en outre des liens à des sources de données non conventionnelles ainsi que des indications méthodologiques sur la façon d'enregistrer les interventions des gouvernements/banques centrales liées à la COVID-19 dans les statistiques du secteur extérieur.

I. GENERALITES

La COVID-19 pénalise lourdement l'économie mondiale. De nombreux pays pâtissent des graves perturbations des échanges et des chaînes de valeur mondiales ainsi que des sorties de capitaux massives dues à l'interruption des recettes du tourisme et des envois de fonds, aux pressions sur les prix des produits d'importation essentiels, comme les vivres et les médicaments, et au durcissement des conditions financières. La chute des prix à l'exportation, du pétrole notamment, exercera des pressions supplémentaires sur les pays exportateurs, tandis que les besoins de dépense de santé imprévus et les pertes de recettes de l'État résultant du ralentissement économique exigeront de nouveaux financements d'un montant considérable. Le soudain arrêt de l'activité économique touche durement les entreprises, les ménages, les institutions financières et les marchés.

La pandémie de COVID-19 compromet gravement l'aptitude des organismes statistiques à fournir des statistiques macroéconomiques fiables, dont les statistiques du secteur extérieur à l'appui de la formulation de la politique économique. À l'heure actuelle, il est de plus en plus difficile de s'appuyer sur les

sources de données habituelles pour établir la balance des paiements et la position extérieure globale (PEG). Parmi les principales difficultés figurent l'impossibilité de mener des enquêtes en personne, des échantillons d'enquête limités pour cause de restrictions budgétaires, des taux de réponse aux enquêtes en baisse, la faible qualité des données administratives, les bureaux fermés et le télétravail.

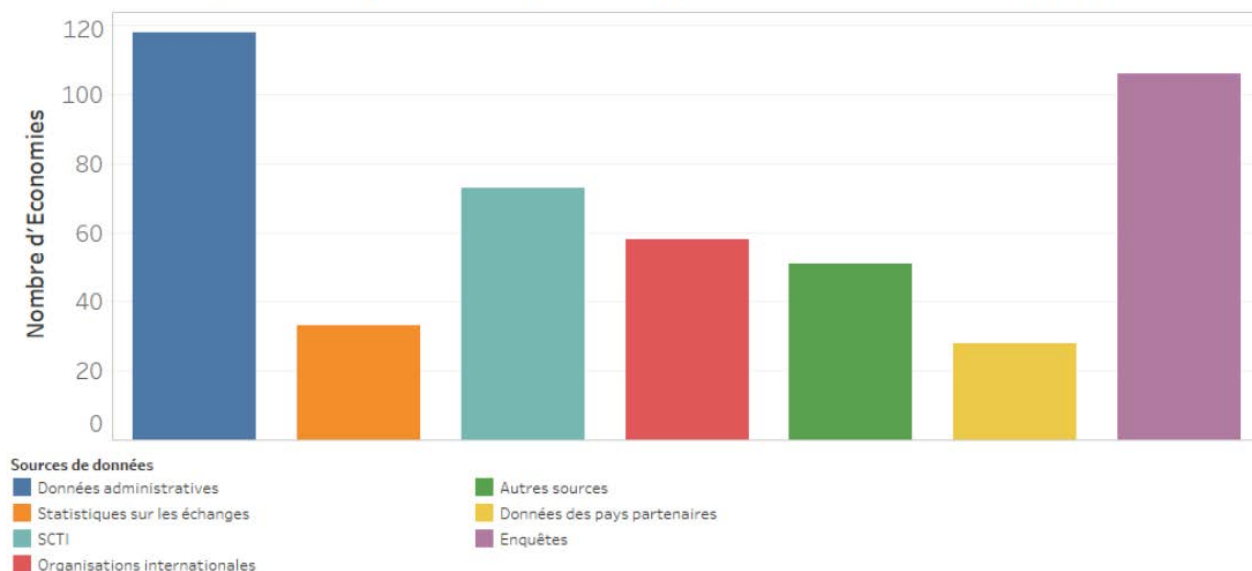
Dans les circonstances actuelles, il est nécessaire d'élaborer de nouvelles méthodes d'estimation, au moins temporairement, pour combler les lacunes des données. Les dirigeants auront besoin de statistiques raisonnablement adéquates pour prendre des décisions informées. L'impact de la pandémie devrait se faire sentir dans les statistiques internationales trimestrielles de 2020, tandis que certaines composantes pourraient se retrouver dans les données de 2021.

Outre la présente introduction, cette note comporte trois parties : la partie II présente les principales sources de données utilisées pour établir les statistiques du secteur extérieur et dresse la liste des sources de données qui pourraient servir à produire les différentes composantes de la balance des paiements ; la partie III donne des conseils supplémentaires sur la collecte et la production des données en vue d'assurer la continuité ; et la partie IV formule des orientations sur la diffusion des données et métadonnées et sur les pratiques des pays pour ce qui est d'ajuster la collecte et la diffusion des données. L'annexe 1 fournit des liens menant à d'autres sources de données possibles. L'annexe 2 donne des orientations méthodologiques sur la façon d'enregistrer les interventions des gouvernements/banques centrales en réponse à la COVID-19 dans les statistiques du secteur extérieur. L'annexe 3 inclut des liens sur les pratiques nationales en matière de gestion de l'impact de la COVID-19 sur la collecte et la diffusion des données.

II. SOURCES DE DONNEES SERVANT A L'ETABLISSEMENT DES STATISTIQUES DU SECTEUR EXTERIEUR DURANT CETTE PERIODE

Il convient d'ajuster la stratégie de collecte des données dans presque tous les pays membres pour assurer un niveau adéquat de couverture et de qualité des statistiques produites. La plupart des sources de données étant concernées, les statisticiens devront hiérarchiser et recentrer la collecte des données sur les composantes qui ont le plus fort impact sur la balance des paiements et la PEG dans un pays donné. Si les données manquantes se multiplient, il est important d'estimer ou d'imputer temporairement des valeurs pour ces composantes en faisant appel aux autres données disponibles, aux informations des marchés et au discernement.

Balance des paiements - Principales sources de données



Sur la base des métadonnées de la balance des paiements déclarées au FMI par 134 pays. Les catégories de sources de données sont les données administratives ; les statistiques sur les échanges ; les données fournies par les organisations internationales ; le système de communication des transactions internationales ; les données (miroirs) des pays partenaires ; les enquêtes et d'autres sources.

Les données administratives compteront parmi les sources de données les plus accessibles et relativement fiables. Toutefois, leur accessibilité dépend des accords de partage des données en place entre les institutions chargées d'établir les statistiques et les autres organismes.

Le système de communication des transactions internationales reste une source de données fiable pour les statistiques du secteur extérieur car les banques sont opérationnelles dans tous les pays, et les paiements internationaux sont exécutés, pour la majorité, par le biais des comptes bancaires. Dans les pays où le système de communication des transactions internationales n'est pas établi, les statisticiens peuvent chercher à savoir si la banque centrale de leur pays a accès aux transactions effectuées par l'intermédiaire des banques au moyen du système SWIFT dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Les circonstances étant exceptionnelles, les statisticiens peuvent demander l'accès à ces informations aux fins de l'établissement de la balance des paiements.

Composantes des comptes des transactions courantes et comptes de capital

Biens

La plupart des pays utilisent les données douanières comme principale source de données pour établir les statistiques sur les biens. Si la douane reste opérationnelle, les données pourraient être raisonnablement fiables. Toutefois, le traitement des données douanières pourrait prendre du retard du fait de la réduction des effectifs et du télétravail, ce qui aurait une incidence sur la qualité des données déclarées. En outre, dans de nombreux pays, les données douanières sont traitées par les bureaux nationaux de la statistique qui, à leur tour, fournissent des données aux statisticiens de la balance des paiements. C'est pourquoi il peut y avoir des retards dans le traitement et l'établissement des déclarations douanières, et le niveau de détail et de qualité de ces données peuvent s'en ressentir. Les statisticiens peuvent envisager un recours aux procédures/mesures ci-après :

- Pour éviter d'éventuels retards tout en maintenant une qualité des statistiques adéquate, les statisticiens peuvent comparer les données douanières (au niveau agrégé) à celles du système de communication des transactions internationales. En l'absence d'un système de communication des transactions internationales, ils peuvent s'adresser aux banques pour obtenir les données sur les paiements effectués par les principaux importateurs et exportateurs. Cela est faisable dans les pays où la banque centrale est l'institution chargée d'établir les statistiques.
- Les données douanières peuvent être complétées par les données recueillies auprès des importateurs/exportateurs. Par exemple, les statisticiens pourraient joindre directement les principaux exportateurs/importateurs de produits historiquement stratégiques (ressources énergétiques, par exemple) ou de produits liés à la pandémie (produits médicaux, par exemple) par courriel, par téléphone ou par les portails Internet. Ils pourraient aussi peut-être contacter les autorités portuaires et ferroviaires et se faire une idée du nombre de navires de fret et de wagons trains qui sont entrés sur les territoires.
- L'approche existante de l'estimation du commerce informel devra en outre être ajustée pour tenir compte d'une éventuelle réduction temporaire de cette activité due aux restrictions des déplacements ou à la fermeture des frontières imposée par de nombreux pays.

Services

Le commerce international de services sera considérablement atteint. Avec des entreprises au point mort, plusieurs composantes seront durement ébranlées, notamment les transports et les voyages. Cependant, tandis que les services de transport seront touchés à divers degrés au niveau mondial, les services de voyage (en particulier les crédits à l'exportation) enregistreront de fortes chutes, surtout dans les économies tributaires du tourisme, dont plusieurs économies de petite taille. Les compagnies aériennes, hôteliers, voyagistes, restaurateurs et prestataires de services de transport ont tous été durement touchés en raison des restrictions imposées sur les déplacements¹. Les statisticiens devraient envisager un recours aux procédures/mesures qui suivent :

- La collecte de données devrait porter sur les types de services qui sont le plus importants pour l'économie ; toutefois, les statisticiens devraient ne pas perdre de vue que la structure des services transfrontaliers pourrait changer dans les circonstances exceptionnelles actuelles. Par exemple, avec le repli spectaculaire des voyages et des transports, le ralentissement considérable de la construction, la fabrication et des biens et services des administrations publiques, on a pu observer un vif essor dans les services numériques fournis à distance comme les services de télécommunications et d'informatique, et même en recherche-et-développement (dans le domaine de la santé surtout).
- Pour évaluer l'impact de la pandémie sur les services liés aux voyages et estimer correctement la chute de leur valeur, les statisticiens peuvent utiliser d'autres sources comme les pages Internet des hôtels, des compagnies aériennes et des compagnies ferroviaires, ainsi que les informations de marchés couvrant les communications commerciales. Il sera en outre important d'avoir accès au nombre de visiteurs par mois enregistré par le bureau de l'immigration. Ce chiffre pourrait être utilisé pour estimer provisoirement le poste voyages-crédit . Les transactions détaillées sur cartes de crédit/débit, si elles peuvent être obtenues auprès des banques, peuvent compléter les estimations.

¹ Selon un article de Forbes : Si l'industrie aéronautique a été ébranlée, l'aviation privée prospère, les riches utilisant leurs jets pour leurs voyages d'affaires et pour sortir les cadres supérieurs et produits sensibles de Chine. Le directeur général de JLR a même fait remarquer que certaines pièces automobiles avaient été sorties du territoire chinois dans une valise (voir <https://www.forbes.com/sites/sarwantsingh/2020/03/02/impact-of-the-coronavirus-on-business/#6da518744142>).

- De nombreuses économies de petite taille axées sur le tourisme font d'ordinaire reposer leurs estimations des voyages sur les enquêtes menées en personne auprès des visiteurs. La distanciation physique imposée pour éviter la transmission de la COVID-19 rend la conduite de ce type d'enquêtes impossible. Pour estimer les données, les statisticiens peuvent obtenir le nombre de visiteurs auprès du bureau de l'immigration et appliquer les indicateurs de dépenses des périodes précédentes. Si les données sur l'immigration ne sont pas disponibles, les statisticiens peuvent demander au ministère du Tourisme les données sur le taux d'occupation des hôtels et chambres d'hôtes et les utiliser comme variable dans l'estimation des dépenses par les non-résidents dans l'économie intérieure.
- Si les estimations des données sur les voyages reposent sur les résultats des enquêtes effectuées pendant les périodes antérieures, les modèles d'estimation doivent être réévalués car les résultats des anciennes enquêtes ne seront pas représentatifs des circonstances actuelles.
- S'agissant des services fournis aux industries manufacturières, une bonne source pourrait être les données douanières sur les exportations/importations de biens destinés à être transformés, tandis que (pour la construction et les biens et services des administrations publiques) les médias et données administratives sur la mise en œuvre de grands projets pourraient constituer une bonne variable de substitution.
- S'agissant des services numériques (comme les services de télécommunication et d'informatique), les informations peuvent être recueillies en faisant une demande directe (par courriel ou téléphone) aux principaux prestataires. On pourrait estimer le paiement de tels services sur la base du système de communication des transactions internationales, s'il est accessible, assorti de toutes autres informations disponibles sur l'économie intérieure.

Envois de fonds (rémunération des travailleurs salariés et transferts personnels)

Du fait de l'arrêt de nombreuses activités dans les pays d'accueil où les migrants font partie de la main-d'œuvre, un grand nombre d'entre eux se sont retrouvés au chômage (surtout ceux qui travaillaient dans l'hôtellerie, la restauration, le bâtiment, la production de textiles et autres) et sont rentrés dans leur pays d'origine ou sont restés dans les pays d'accueil en vivant de leurs économies. La situation réduit notablement leur propension à transférer des fonds. Les statisticiens peuvent envisager un recours aux procédures/mesures qui suivent.

- Certains pays ont rapatrié leurs citoyens ; les données sur le nombre de rapatriés pourraient être obtenues grâce aux médias/rapports accessibles au public, et il pourrait en être tenu compte pour ajuster les modèles existants qui visent à estimer les transferts de fonds.
- Les statisticiens devraient s'en remettre à leurs estimations sur les données des systèmes de paiement pour estimer les fonds envoyés par les voies officielles.
- Les estimations des envois de fonds par des voies informelles, comme les transferts passant par les amis et les chauffeurs de bus, devraient également être revues en baisse. Ces montants peuvent diminuer considérablement, les déplacements des personnes entre pays étant restreints.

Autres transferts courants et transactions du compte de capital

Ces flux peuvent faire l'objet d'une restructuration avec une baisse des transferts personnels et une hausse de l'aide (revenu secondaire) ainsi qu'un accroissement des allègements de dette (reprises de dettes) (compte de capital). L'aide peut avoir un effet immédiat car elle serait fournie pour lutter contre la pandémie, tandis que les allègements de dette peuvent être fournis à une date ultérieure.

Il faudrait porter une attention particulière aux dons liés aux appareils médicaux et aux médicaments. Dans certains pays, pour accélérer le processus d'importation, il se peut que la douane n'enregistre pas ces produits. Les statisticiens devraient comparer les données douanières sur l'aide en nature aux données du ministère de la Santé et peuvent envisager de prendre les mesures complémentaires qui suivent.

- La meilleure source de données pour l'aide en nature sera la douane ; cependant, les statisticiens ne devraient pas perdre de vue que, souvent, l'aide est déclarée avec une valeur nulle ou minimale. Un ajustement des prix serait par conséquent nécessaire.
- En outre, les informations relayées par les médias d'affaires pourraient être une source utile et peuvent parfois inclure des informations sur la valeur des envois d'aide en nature.
- Les entreprises d'État ou les administrations publiques peuvent obtenir des renseignements auprès des ministères ou départements compétents. La presse financière peut en outre constituer une source d'informations pour les remises de dettes.

Composantes du compte financier

Les composantes du compte financier seront touchées en termes de valeur ; toutefois, la qualité de la couverture de celles dont la principale source de données est les informations bancaires (numéraire et dépôts, prêts, par exemple) est jugée satisfaisante, les banques restant opérationnelles dans la plupart/totalité des pays. Néanmoins, la communication ponctuelle de données pourrait être touchée en raison de régimes spéciaux dans le cadre desquels de nombreuses banques opèrent, avec un minimum de ressources humaines.

Investissement direct

Les données sur les entités non financières privées sont produites dans la plupart des cas à partir d'enquêtes auprès des entreprises concernées. Des difficultés à communiquer dans les temps (voire du tout) peut être un problème important pour les organismes statistiques. En principe, il ne devrait pas être fait de nouveaux investissements considérables durant cette période, et certains pays peuvent envisager de limiter la distribution de dividendes des entreprises résidentes. Inversement, on observe un retrait notable d'investissements². D'importants transferts de fonds peuvent aussi avoir lieu lorsque les sociétés mères apportent leur soutien aux sociétés apparentées gravement ébranlées par la pandémie. Les statisticiens peuvent aussi tenir compte de ce qui suit.

- Les données sur de telles entrées/sorties pourraient être en partie enregistrées par les rapports bancaires.
- Les états financiers pourraient en outre fournir des informations, surtout si les entreprises les établissent sur une base trimestrielle ; cela dit, dans les circonstances actuelles, ils pourraient être publiés avec un certain retard.

Investissements de portefeuille

La COVID-19 a engendré une volatilité considérable sur le marché boursier. Les statisticiens pourraient tenir compte de ce qui suit.

- S'agissant des passifs de portefeuille, les données peuvent être collectées auprès de la bourse officielle dans les pays qui en sont dotés.
- Quant aux actifs de portefeuille, des enquêtes ponctuelles pourraient être faites auprès de certains gros investisseurs (sociétés de gestion d'actifs, par exemple).

² Selon les estimations du FMI, les investisseurs auraient retiré 83 milliards de dollars des pays émergents depuis le début de la crise.

Produits financiers dérivés

Il faut s'attendre à d'importants gains et pertes réalisés et non réalisés en raison de la forte volatilité des marchés financiers sur cette période :

- Pour les entreprises dont les états financiers sont accessibles par le public (sociétés cotées, par exemple), le compte de patrimoine et le compte de profits et pertes peuvent fournir des informations (non sans un certain retard) pour estimer les positions et transactions sur produits financiers dérivés.

Prêts

De nouveaux prêts peuvent être contractés et décaissés par les entreprises et ménages à court de liquidités ; toutefois, ils pourraient être accordés essentiellement par des créanciers intérieurs. Les données sur les emprunts à l'étranger peuvent être recueillies par le système de communication des transactions internationales. Dans certains cas, le remboursement des intérêts et du principal peut avoir été stoppé. Il se peut que le département de la banque centrale chargé du contrôle du secteur financier soit en mesure d'aider à estimer de tels arriérés pour ce qui est des passifs/actifs des opérations transfrontalières des banques intérieures. Les données des sociétés non financières peuvent reposer sur les données de bilans disponibles (là encore, sans doute avec un retard important).

Crédits commerciaux et avances

Il se peut que la déclaration directe ou les informations de bilan soient les principales sources disponibles, et il est probable qu'elles accusent des retards considérables. S'agissant de l'autre méthode d'estimation des données, les statisticiens devraient ne pas perdre de vue qu'une augmentation des actifs et des passifs est à prévoir, car il se pourrait que de nombreux partenaires commerciaux aient des difficultés à s'acquitter de leurs obligations de paiement à cause du confinement ou du ralentissement de l'activité de production.

Accords de crédit avec les organisations internationales non-résidentes et les banques centrales

Le FMI et d'autres organisations internationales mettent au point de nouveaux mécanismes ou envisagent de déclencher les mécanismes existants (nouveaux programmes de prêts concessionnels, dons accordés par des fonds fiduciaires, par exemple le fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes du FMI, nouvelle allocation de DTS) pour aider les pays les plus pauvres et les plus vulnérables frappés par des catastrophes naturelles ou des crises sanitaires. Des informations sur les opérations du FMI continueront d'être à la disposition des statisticiens.

Il se peut que de nouveaux mécanismes de liquidité entre banques centrales soient mis en place³. Les données sur de tels accords financiers pourraient être recueillies auprès des gouvernements ou des banques centrales et seraient de bonne qualité.

³ Par exemple, la Réserve fédérale des États-Unis a annoncé l'établissement de mécanismes de liquidité temporaires en dollars (lignes de swap) avec la Banque de réserve d'Australie, la Banque centrale du Brésil, la Nationalbank (Danemark), la Banque de Corée, la Banque du Mexique, la Norges Bank (Norvège), la Banque de réserve de Nouvelle-Zélande, L'Autorité Monétaire du Singapour et la Sveriges Riksbank (Suède). Ces dispositifs, comme ceux déjà établis entre la Réserve fédérale et d'autres banques centrales, sont destinés à réduire les tensions sur les marchés de refinancement en dollars et à en atténuer ainsi les incidences sur l'offre de crédit aux ménages et aux entreprises, tant sur le plan intérieur qu'à l'étranger.

Transactions bancaires

On s'attend à un volume accru de transactions (activation de lignes de crédit et prêts d'urgence en faveur des entreprises frappées par la pandémie, par exemple). Les banques peuvent être en mesure de maintenir la qualité des données source qu'elles fournissent aux statisticiens pendant la crise. Les statisticiens doivent examiner attentivement les données source pour que l'enregistrement soit correct.

Nouvelles sources de données ou autres sources possibles

Si certaines sources de données ne sont pas disponibles ou sont tardives, il peut être souhaitable d'en examiner d'autres. Par exemple, on pourrait peut-être utiliser des informations sur les transactions mobiles, les transactions sur cartes de crédit/débit, l'activité sur les sites internet, la connaissance des marchés, les informations des marchés et les dossiers administratifs n'ayant pas été utilisés avant, en essayant de démontrer leur fiabilité par rapport aux séries passées établies sur la base de sources d'information conventionnelles. On pourrait envisager des ajustements ponctuels pour l'activité modélisée. Les sites Internet d'organisations à but non lucratif ou de groupes de réflexion indépendants peuvent aussi constituer des sources d'informations utiles.

Il se peut que le commerce électronique, les chaînes de bloc et d'autres services en ligne puissent aussi fournir des données, sachant que de nombreuses entreprises et prestataires de services, dont les administrations publiques, pourraient activer de tels services. Pour élaborer et mettre en œuvre des modèles d'estimation sur la base de nouvelles « mégadonnées », il peut être nécessaire d'avoir certaines compétences auxquelles il n'est pas toujours facile à accéder en période de pandémie. Toutefois, les statisticiens pourront peut-être s'intéresser à ces possibilités lorsque la situation sera normalisée.

Il convient de tester les nouvelles sources ou méthodes d'estimation et notifier les utilisateurs du changement, surtout s'il y a une possibilité que les futures révisions soient plus importantes qu'à la normale en raison de ces circonstances exceptionnelles. Un surcroît de prudence serait donc de mise pour interpréter les tendances de la période en cours.

III. COLLECTE ET ETABLISSEMENT DE DONNEES POUR ASSURER LA CONTINUITE

Collecte de données

Dans un grand nombre de pays, les données sont collectées par la voie d'Internet, de courriels ou de transferts électroniques de données. Il faudrait continuer de recourir à ces méthodes. En outre, l'option de recueillir des informations par téléphone peut être envisagée. Il est important de travailler en étroit contact avec les parties interrogées pour établir la méthode préférée de communication et le meilleur moment, surtout pour la collecte par téléphone. La collecte devrait être axée sur les principaux répondants et les secteurs clés touchés par la COVID-19. Les répondants importants (en termes d'activité économique) devraient être joints directement par téléphone ou courriel en vue d'obtenir leur accord pour leur participation aux enquêtes téléphoniques ou électroniques. Dans ces cas, une estimation des principaux indicateurs de leur activité serait acceptable car il se peut que des chiffres précis ne soient pas disponibles. Ainsi, si une entreprise n'est pas en mesure de donner des chiffres exacts pour ses transactions transfrontalières pour un trimestre ou mois donné, elle pourra peut-être donner une idée de la baisse en pourcentage. Ces informations peuvent être utilisées pour estimer les transactions pour la période en cours.

Dans un nombre (limité) de pays, il est courant de mener des enquêtes sur la balance des paiements en personne (investissements directs ou flux financiers, par exemple), du moins auprès des organismes déclarants les plus importants. En pareils cas, les statisticiens doivent trouver avec les organismes déclarants une autre façon de fournir des données par téléphone ou par voie électronique.

Établissement/estimation des données

Pour établir les données pour le **quatrième trimestre de 2019** ainsi que les **données annuelles de 2019**, les statisticiens pourraient utiliser les tendances des périodes antérieures s'il manque des données.

S'agissant du **premier trimestre de données de 2020**, une méthode devenue inappropriée est l'utilisation des deux premiers mois d'estimations pour estimer le dernier mois du trimestre, les tendances de janvier et février étant complètement différentes de celles de mars. Dans les pays où les perturbations ont commencé en mars, les statisticiens pourraient estimer, dans une large mesure, les données pour janvier-février à partir des tendances des périodes précédentes. Toutefois, les tendances saisonnières ont été perturbées : c'est pourquoi la prudence doit être de mise lorsqu'on base les estimations sur les tendances antérieures. Pour ce qui est des données de mars, la tendance devrait être ajustée en fonction des changements des activités dus aux fermetures et à la rupture des chaînes économiques (notamment en tenant compte du nombre de jours pendant lesquels certaines activités ont été arrêtées). À cet effet, il faudrait tenir à jour une liste d'activités/d'entités concernées et de jours de fermeture (hôtels, compagnies aériennes, entreprises de transport, etc.). Avec une telle approche, les données produites seront plus objectives et représentatives des circonstances actuelles et moins susceptibles de faire l'objet de révisions ultérieures.

Les méthodes d'estimation pour mars 2020 pourraient continuer pour les **autres périodes (mois) de 2020**, au cas où la situation reste inchangée en raison de l'impact de la COVID-19.

Par ailleurs, lorsque les statisticiens font face à un surcroît de déclarations manquantes ou tardives dans la situation de pandémie actuelle, ils vont peut-être devoir réévaluer les méthodes habituelles d'imputation pour les questionnaires manquants. En particulier, il faut distinguer les besoins des « non-déclarants mais en activité » de ceux des « non-déclarants parce que plus en activité ». Par exemple, si les non-répondants sont généralement estimés à partir des tendances des entreprises appartenant au même secteur, les résultats peuvent être faussés si une part exceptionnellement importante de non-répondants ont mis un terme à leurs activités. En pareils cas, le statisticien voudra peut-être extrapoler les résultats d'un échantillon correspondant ou introduire d'autres sources de données et méthodes.

Les statisticiens peuvent envisager de faire des estimations de certains indicateurs sur la base des liens étroits qui existent entre les différentes composantes de la balance des paiements. Par exemple, le compte des biens est fortement lié au compte des services et à certaines composantes du compte financier comme l'investissement direct (les biens d'investissement, surtout) et les crédits commerciaux. Comme les données sur les biens devraient constituer une bonne variable de substitution, on peut estimer les données d'autres composantes assimilées en utilisant les tendances historiques de la relation entre le compte des biens et le compte des services et les composantes du compte financier. Cela pourrait se faire au moyen de ratios au niveau agrégé ou de modèles plus complexes.

L'estimation des **positions dans la PEG** face à une quantité accrue de données manquantes devrait consister à reporter ou répéter les dernières données disponibles corrigées des opérations de la balance des paiements. Il conviendrait de réévaluer les positions extérieures globales en tenant compte de la volatilité des cours boursiers. Il faudrait estimer soigneusement les autres passifs d'investissement en tenant compte des prêts des créanciers extérieurs.

Des orientations générales sur la façon d'estimer/entrer les données manquantes sont formulées dans le document intitulé [Guide pour l'établissement des statistiques selon le MBP6](#).

IV. DIFFUSION DES DONNEES ET METADONNEES

Diffusion

La diffusion des métadonnées décrivant les méthodes d'estimation des données manquantes et imputées est considérée faire partie des bonnes pratiques. Ces métadonnées sont particulièrement importantes dans les circonstances actuelles car elles amélioreront la transparence et préserveront/renforceront la confiance des utilisateurs. Il serait en outre important de recenser le nombre d'entreprises en activité par rapport aux entreprises fermées. Les métadonnées devraient être annoncées sur le site Internet de l'organisme déclarant et être mises à la disposition des utilisateurs sur demande.

Les retards dans la disponibilité ou la qualité moindre des principales sources de données inciteront à se demander s'il faut retarder le cycle de publication. Il est recommandé de prévenir les principaux utilisateurs des retards. Les circonstances peuvent varier — par exemple, la publication des chiffres annuels de la balance des paiements annuels et de la PEG peut être souple en termes de délais ; toutefois, les chiffres mensuels et trimestriels sont essentiels car les premiers indicateurs sur l'ampleur du repli économique et du redressement seront déterminants en cette période.

Les utilisateurs peuvent peut-être demander l'assistance des statisticiens pour quantifier l'effet de la COVID-19 sur les évolutions internationales. Dans la mesure où certaines sources de données peuvent aider à recenser les changements, cela pourrait faire l'objet d'un suivi (activités particulièrement touchées, comme les voyages et les transports, par exemple). Les statisticiens peuvent fournir le contexte technique pour aider les analystes qui effectuent des estimations de l'effet de la COVID-19. Toute estimation serait empreinte d'un degré élevé d'incertitude.

Pratiques nationales pour l'ajustement de la collecte et de la diffusion des données

La communauté internationale a engagé des initiatives visant à ajuster la collecte et l'établissement de données à la pandémie et/ou à mettre au point des orientations sur la conduite d'enquêtes dans le contexte exceptionnel de la pandémie.

Par exemple, la Banque centrale européenne et Eurostat ont récemment lancé une enquête conjointe auprès des pays membres dans le but i) de cerner les difficultés liées à la collecte de données complètes auprès des organismes déclarants et ii) d'évaluer la validité des méthodes d'estimation existantes compte tenu du changement radical de la situation économique.

Un autre exemple est la note d'orientation « Survey Under Lockdown: A Pandemic Lesson » élaborée par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique. Cette note donne un aperçu de l'incidence maximale de la pandémie sur différentes opérations de collecte de données et des mesures correctives que pourraient prendre les bureaux nationaux de la statistique. Elle propose en outre une enquête par panel à mode de collecte mixte pour permettre la continuité de la collecte des données pendant le confinement et après la pandémie et de réduire au minimum l'impact sur la qualité des enquêtes (voir le lien à la note d'orientation à l'annexe 3).

Dans certains pays, les bureaux de la statistique diffusent des informations sur les nouvelles méthodes de collecte de données et annoncent des changements au programme de diffusion des indicateurs statistiques, dont la balance des paiements et la PEG, en raison de la pandémie. L'annexe 3 contient quelques liens aux sites Internet des bureaux nationaux de la statistique traitant de ces questions.

Si vous souhaitez aborder ces questions plus en détail, vous pouvez prendre contact avec Mme Tamara Razin (trazin@imf.org).

ANNEXE 1 : LIENS AUX AUTRES SOURCES DE DONNEES POSSIBLES

Le tableau suivant inclut des liens à certaines « mégadonnées » et « séries de données accessibles » utiles pouvant servir d'indicateurs lorsque les sources de données habituelles ne seront plus disponibles ou lorsque leur qualité se sera détériorée. Nous mettrons ce tableau à jour à mesure que les informations deviendront disponibles.

Provenance	Sources des données	Description	Couverture	Activité
FMI	www.marinetraffic.com	<ul style="list-style-type: none"> Trafic maritime - données des escales sur la congestion portuaire par port / pays / type de navire 	Monde	Transport et commerce
FMI	www.str.com	<ul style="list-style-type: none"> Données sur les hôtels : occupation, RevPAR, offre, demande, recettes. Données historiques sur l'occupation des hôtels, ADR (prix moyen par chambre), RevPAR (revenu par chambre disponible), offre, demande et revenu 	Monde	Hôtels et autres types d'hébergements
FMI	www.opensky-network.org/	<ul style="list-style-type: none"> Données sur le trafic aérien. Ensemble de données accessibles sur le trafic aérien 	Monde	Transport aérien
Overseas Development Institute (Institut pour le développement outremer)	www.odi.org https://www.odi.org/blogs/16761-time-level-up-international-donor-responses-coronavirus	<ul style="list-style-type: none"> Interventions des donateurs internationaux face au coronavirus 	Monde	Dons et autres soutiens financiers

ANNEXE 2 : ORIENTATIONS SUR LA FAÇON D'ENREGISTRER LES INTERVENTIONS DES GOUVERNEMENTS/BANQUES CENTRALES EN REPONSE A LA COVID-19 DANS LES STATISTIQUES DU SECTEUR EXTERIEUR

Transaction	Enregistrement dans la balance des paiements (point de vue des débiteurs)	Remarques
A. Allègements de dette fournis par les organisations financières internationales et autres créanciers officiels		
1. Remise de principal	<p>Compte de capital, administrations publiques/sociétés financières, remise de dette – crédit</p> <p><i>Financement exceptionnel au-dessous de la ligne (présentation analytique)</i></p> <p>Compte financier, autres investissements, prêts, administrations publiques – diminution des passifs</p>	Ici et plus loin, la répartition sectorielle – administrations publiques ou banque centrale (sociétés) – devrait dépendre de la question de savoir à qui appartient le compte de patrimoine où figure la dette.
2. Remise d'intérêts	<p>Arriérés de paiement d'intérêts :</p> <p>Compte de capital, administrations publiques/sociétés financières, remise de dette – crédit</p> <p><i>Dans la présentation analytique : inclus dans le financement exceptionnel au-dessous de la ligne</i></p> <p>Compte financier, autres investissements, prêts, administrations publiques/banque centrale – diminution des passifs</p> <p>Intérêts exigibles pendant la période comptable :</p> <p>Compte des transactions courantes, revenu des investissements, autres investissements, intérêts – débit</p> <p>Compte de capital, administrations publiques/entreprises publiques, remise de dette – crédit</p> <p><i>Dans la présentation analytique : inclus dans le financement exceptionnel au-dessous de la ligne</i></p> <p>Intérêts exigibles pendant des périodes futures :</p>	

Transaction	Enregistrement dans la balance des paiements (point de vue des débiteurs)	Remarques
	<i>Pas de transactions</i>	
3. Rééchelonnement du principal	<p>Compte financier, autres investissements, prêts, administrations publiques/banque centrale – diminution des passifs dans le montant de prêt rééchelonné (principal plus intérêts courus, y compris arriérés)</p> <p>Compte financier, autres investissements, prêts, administrations publiques/banque centrale – augmentation des passifs dans le montant de nouveau prêt (dont le service sera assuré selon de nouvelles modalités).</p> <p><i>Dans la présentation analytique : inclus dans le financement exceptionnel au-dessous de la ligne</i></p>	
4. Rééchelonnement des intérêts	<p><i>Intérêts exigibles pendant la période comptable :</i></p> <p>Compte des transactions courantes, revenu des investissements, autres investissements, intérêts – débit</p> <p>Compte financier, autres investissements, prêts, administrations publiques/banque centrale – augmentation des passifs dans le montant de nouveau prêt (le montant de nouveau prêt inclura les intérêts courus pour la période comptable)</p> <p><i>Dans la présentation analytique : inclus dans le financement exceptionnel au-dessous de la ligne</i></p> <p><i>Intérêts exigibles pendant des périodes futures :</i></p> <p>Pas de documents</p>	
5. Moratoire sur le principal	<p><i>Principal exigible pendant la période comptable :</i></p> <p>Compte financier, autres investissements, prêts, administrations publiques/banque centrale – diminution des passifs dans le montant exigible</p> <p>Compte financier, autres investissements, prêts, administrations publiques/banque centrale – augmentation des passifs dans le montant exigible (dont le service sera assuré selon de nouvelles modalités).</p>	Si l'accord stipule le nombre de périodes de paiement pour lesquelles le moratoire est accordé, on enregistrera le montant total exigible dans les périodes stipulées.

Transaction	Enregistrement dans la balance des paiements (point de vue des débiteurs)	Remarques
	<p><i>Dans la présentation analytique : inclus dans le financement exceptionnel au-dessous de la ligne</i></p> <p>Principal exigible pendant des périodes futures :</p> <p>Pas de transactions dans la période en cours. Mêmes transactions que ci-dessus lorsque le montant sera exigible</p>	<p>Applicable seulement s'il n'est pas satisfait à la condition ci-dessus</p>
6. Moratoire sur les intérêts	<p>Intérêts exigibles pendant la période comptable :</p> <p>Compte des transactions courantes, revenu des investissements, autres investissements, intérêts – débit</p> <p>Compte financier, autres investissements, administrations publiques/banque centrale – diminution des passifs</p> <p><i>Dans la présentation analytique : inclus dans le financement exceptionnel au-dessous de la ligne</i></p> <p>Intérêts exigibles pendant des périodes futures :</p> <p>Pas de transactions dans la période en cours. Mêmes transactions que ci-dessus lorsque le montant sera exigible</p>	<p>Traités comme capitalisation des intérêts et pas comme des arriérés</p>
7. Remplacement du titre de dette existant par un nouveau	<p>Compte financier, investissements de portefeuille, titres de dette, administrations publiques/banque centrale – diminution des passifs dans le montant de l'ancien titre de dette</p> <p>Compte financier, autres investissements de portefeuille, titres de dette, administrations publiques/banque centrale – augmentation des passifs dans le montant du nouveau titre de dette (avec de nouvelles modalités).</p> <p><i>Dans la présentation analytique : inclus dans le financement exceptionnel au-dessous de la ligne</i></p>	
8. Accumulation d'arriérés sur le principal	<p>Pas de transactions dans la présentation type.</p>	

Transaction	Enregistrement dans la balance des paiements (point de vue des débiteurs)	Remarques
	<i>Financement exceptionnel au-dessous de la ligne (présentation analytique) : augmentation des arriérés</i>	
9. Accumulation d'arriérés sur les intérêts	<p>Compte des transactions courantes, revenu des investissements, autres investissements, intérêts – débit</p> <p>Compte financier, autres investissements, prêts, administrations publiques/banque centrale – augmentation des passifs</p> <p><i>Dans la présentation analytique : inclus dans le financement exceptionnel au-dessous de la ligne augmentation des arriérés</i></p>	
B. Soutien financier en provenance/à destination des organisations internationales et gouvernements étrangers		
1. Allocation de DTS	<p>Compte financier, autres investissements, DTS – augmentation des passifs</p> <p>Compte financier, actifs de réserve, DTS – augmentation des actifs</p>	
2. Emprunts auprès du FMI (décaissements des facilités de prêt du FMI, par exemple)	<p>Compte financier, autres investissements, banque centrale/administrations publiques, utilisation des crédits et des prêts du FMI – augmentation des passifs</p> <p>Compte financier, actifs de réserve, DTS ou numéraire et dépôts – augmentation des actifs</p> <p><i>Dans la présentation analytique : inclus dans le financement exceptionnel au-dessous de la ligne – augmentation des actifs de réserve</i></p>	
3. Emprunts auprès d'autres organisations internationales et d'autres États	<p>Compte financier, autres investissements, administrations publiques/banque centrale, prêts – augmentation des passifs</p> <p>Compte financier, actifs de réserve, numéraire et dépôts – augmentation des actifs</p> <p>Compte financier, autres investissements, administrations publiques, numéraire et dépôts – augmentation des actifs</p>	

Transaction	Enregistrement dans la balance des paiements (point de vue des débiteurs)	Remarques
4. Prêts consentis au FMI dans le cadre des nouveaux accords d'emprunts ou d'autres mécanismes	Compte financier, actifs de réserve, autres créances – augmentation des actifs Compte financier, actifs de réserve numéraire et dépôts – diminution des actifs	
5. Dons pour soutien budgétaire	Compte des transactions courantes, revenu secondaire, administrations publiques – crédit Compte financier, actifs de réserve, numéraire et dépôts – augmentation des actifs	
6. Dons pour projets d'investissement	Compte de capital, administrations publiques, autres transferts en capital – crédit Compte financier, actifs de réserves, numéraire et dépôts – augmentation des actifs	
7. Aide en nature	Compte des transactions courantes, biens – débit (importations) Compte des transactions courantes, revenu secondaire, administrations publiques – crédit	
C. Mécanismes de liquidité		
1. Mécanismes de liquidité entre banques centrales (swaps de devises)	Compte financier, actifs de réserves, numéraire et dépôts – augmentation des actifs Compte financier, autres investissements, banque centrale, numéraire et dépôts – augmentation des passifs	Si le dépôt de la banque centrale résultant de la monnaie reçue dans le cadre des accords de swap satisfait aux critères qui définissent les actifs de réserve.

ANNEXE 3 : PRATIQUES DES PAYS POUR LA GESTION DE L'IMPACT DE LA COVID-19 SUR LA COLLECTE ET LA DIFFUSION DES DONNEES

Australie

<https://www.abs.gov.au/websitedbs/D3310114.nsf/Home/Survey+Participant+Information>

Canada

<https://www.statcan.gc.ca/fra/covid19>

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)

<https://www.unescap.org/resources/stats-brief-february-2020-issue-no-23-surveys-under-lockdown-pandemic-lesson>

Eurostat

<https://ec.europa.eu/eurostat/help/faq/covid-19>

Italie

<https://www.istat.it/en/archivio/240106>

Nouvelle-Zélande

<https://www.stats.govt.nz/news/a-glance-at-nz-trade-after-the-coronavirus-outbreak-1-april-update>

<https://www.stats.govt.nz/news/how-our-scheduled-releases-will-be-managed-during-covid-19>

<https://www.stats.govt.nz/>

Afrique du Sud

<http://www.statssa.gov.za/?p=13162>

Espagne

https://www.ine.es/ine/comunicado_ine_covid19.pdf